

*Paris collectifs sportifs—Loi*

La seule chose tangible dans toute cette affaire, c'est cette possibilité de duperie qu'il y a chez ce ministre et que je n'aime pas. J'espère que d'autres députés mettront cela au premier plan. Je suis d'accord avec mon collègue, le député de St. Catharines et je voterai en faveur de sa proposition d'amendement.

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Monsieur le Président, notons ce soir que le député de St. Catharines (M. Reid) a présenté au nom du parti progressiste conservateur un important amendement; pourtant nous n'en avons pas encore entendu parler du côté ministériel. A un moment donné, il y avait trois ministres présents à la Chambre. Nous n'avons pas entendu dire du côté du gouvernement s'il appuyait ou non cet amendement. Je soupçonne . . .

[Français]

. . . monsieur le Président, le parti libéral est le parti des silencieux, toujours le parti des silencieux.

[Traduction]

Le ministre qui a présenté ce projet de loi à la Chambre s'est rendu à Calgary et dans d'autres localités de toutes les régions du pays. Il a parlé à la radio, il a donné des entrevues à des journaux et à la télévision et il a déclaré que le parti progressiste conservateur bloquait ce projet de loi, il a dit que nous faisons de l'obstruction et que nous empêcherions son adoption. Il a dit ceci: «N'est-ce pas honteux parce qu'il faut adopter le projet de loi pour financer les Jeux olympiques de Calgary?» Voilà ce que le ministre a déclaré. Le ministre qui dit toujours la vérité a affirmé qu'il fallait adopter ce projet de loi pour avoir de l'argent pour financer les Jeux olympiques de Calgary.

**M. Epp:** Il faut employer le terme «vérité» avec circonspection.

**M. Hawkes:** Oui. C'est un terme que le ministre emploie à son sujet; je ne l'utiliserais jamais. Lorsqu'un ministre déclare que ce projet de loi doit être adopté à la Chambre pour financer les Jeux olympiques de Calgary, tous les électeurs se doivent de le lire. En le lisant attentivement, monsieur le Président, vous constaterez que pas un seul terme ne garantit que le gouvernement consacrera un sou des recettes aux Jeux olympiques de Calgary. Absolument rien dans ce projet de loi n'oblige le gouvernement à consacrer un sou, dix sous ni un dollar aux Jeux olympiques de Calgary. Lorsqu'un ministre déclare dans des assemblées publiques et devant les médias qu'il faut adopter ce projet de loi pour avoir de l'argent, on pourrait croire qu'un ministre honnête préciserait dans le projet de loi que si l'on recueille de l'argent—et l'on doute pouvoir récolter de l'argent de cette façon—il servira à financer les Jeux olympiques de Calgary.

Je tiens à féliciter le député de St. Catharines. Il a proposé un amendement, celui que nous débattons. Cet amendement garantirait que l'argent récolté sera consacré aux Jeux olympiques de Calgary. Si le ministère, le cabinet, le premier ministre (M. Trudeau) et le parti libéral du Canada disent la vérité aux Canadiens en déclarant que ce projet de loi servira à financer les Jeux olympiques de Calgary, ils signaleront à la Chambre des communes qu'ils comptent approuver cet amendement. Ils ne peuvent jouer sur les deux tableaux. Ils ne peuvent dire aux Canadiens que l'on a besoin de cet argent pour financer les

Jeux, et du même souffle, refuser d'inscrire dans la loi que l'argent servira à financer les Jeux olympiques de Calgary. Si les libéraux votent contre la motion n° 3, les électeurs canadiens verront clairement qu'ils sont des menteurs. Voter contre cet amendement et affirmer bien haut que nous avons besoin de cet argent pour les Jeux olympiques, c'est se désigner soi-même comme menteur, car rien dans le projet de loi ne dit que le moindre sou servira au financement des Jeux de Calgary.

• (2110)

Le projet de loi dit que l'argent, le cas échéant, servira au financement des arts et de la culture, des programmes de conditionnement physique et de sport amateur, et de la recherche médicale et sanitaire. Tout ce qui manque, dans cette liste d'activités destinée à un publicitaire désireux de vendre les loteries, c'est un programme s'adressant aux enfants. Les profits de ce fonds doivent servir à toute une gamme d'activités humaines. C'est un programme rêvé pour un publicitaire, car qui pourrait être contre les arts et la culture, le conditionnement physique et le sport amateur, ou bien, ce qui est encore plus important, la recherche médicale et sanitaire?

Les libéraux font une déclaration publique au sujet de leur moralité personnelle et de leur conception de la société canadienne en disant que le financement de ces activités dépendra du hasard et de la volonté des Canadiens de se livrer au jeu. Ce serait tellement différent si le parti libéral du Canada disait qu'il voulait créer une loterie sportive afin de forer des puits de pétrole, de mettre des balises dans l'océan, de construire une frégate ou encore une bombe atomique. Mais non, les libéraux ne font aucun mystère quant au financement de ces activités. Petro-Canada aura 400 millions de dollars pour forer des puits, mais la recherche médicale dépendra des Canadiens, qui devront se livrer aux jeux de hasard. En d'autres termes, on financera la recherche médicale, les arts et la culture, le conditionnement physique et le sport amateur à même l'argent de poche des couches les plus pauvres de la société canadienne. Toutes ces activités dépendront du hasard ou de la volonté des Canadiens de miser leur argent en un moment donné.

Par contre, on tient à forer des puits de pétrole dans l'Arctique et à fournir un avion à réaction privé au président de Petro-Canada pour qu'il puisse se rendre à Calgary toutes les semaines. On verra à ce que tout cela soit financé à coup sûr; c'est prévu au budget. Mais quand il s'agit de contribuer au réseau mondial du sport amateur, il faudra attendre que les Canadiens les plus pauvres se décident à miser leur argent au jeu. Si nous voulons accentuer la recherche médicale, il faudra aussi faire appel aux Canadiens les plus pauvres.

Les valeurs morales et les priorités du gouvernement sont sens dessus dessous. La seule justification de cette liste d'activités dans le bill, c'est de vendre des billets, d'encourager les Canadiens à parier. Cela ne m'étonnerait pas qu'après mon discours, un libéral se lève pour proposer qu'on ajoute à la liste une œuvre de charité pour les enfants, parce que cela ferait vendre encore plus de billets.

Je voudrais proposer autre chose pour vraiment mettre à l'épreuve la sincérité du gouvernement libéral. Une fois adoptée à la Chambre, la mesure créera de nouveaux emplois. Il